

## **PRÉSENTATION DES RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES ACTIVITÉS DE L'AICESIS SUR LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES DU COVID19**

- ❖ Cette présentation résume les principaux résultats des informations collectées parmi les membres de l'AICESIS sur les effets socio-économiques de Covid19 et les mesures adoptées dans les différents pays, en mettant en évidence le rôle que jouent les institutions de dialogue social, comme les Conseils eux-mêmes lors de l'adoption de ces mesures.

Ce travail répond à une initiative conjointe AICESIS-OIT, développée dans le domaine des accords de coopération entre les deux institutions. Les informations proviennent des réponses à un questionnaire, avec des questions portant sur les mesures adoptées dans les domaines de la protection des travailleurs, de la promotion de l'activité des entreprises, des mesures économiques et de l'emploi, du recours au dialogue social et de la continuité des activités des Conseils.

- ❖ Compte tenu du nombre élevé de membres de l'AICESIS, et surtout, de la diversité des circonstances socio-économiques (mais aussi politiques) dans lesquelles agissent les Conseils, les réponses ne sont pas uniformes. Mais, même ainsi, une série d'éléments communs se retrouvent dans ces réponses, qui nous parlent de caractéristiques communes à l'échelle mondiale des effets de la pandémie et des mesures adoptées pour les combattre. Il est ainsi possible de parler de plusieurs problèmes communs ainsi que d'identifier des pratiques partagées. On peut donc dire que les échanges internationaux, réalisés de manière multilatérale, sont un outil utile pour identifier les bonnes pratiques.
- ❖ Cette présentation y fera référence, tandis que dans les présentations régionales, les spécialités influencées par les différents degrés d'impact de la

pandémie ainsi que par les pratiques nationales en matière de politiques socio-économiques et de dialogue social seront vues plus en détail.

- ❖ D'une manière générale, on peut parler de deux types d'impact de la pandémie, auxquels correspondent deux types de mesures.

\* Impact sur la santé des citoyens en général et des travailleurs en particulier, avec une incidence particulière dans le secteur de la santé et dans d'autres où, lorsqu'ils travaillent, contact avec le public.

Dans les mesures relatives à ces risques, l'importance de disposer de bonnes informations et de conseils techniques préventifs a été observée, et pour cette raison, des instruments tels que des guides techniques préventifs ou des listes de contrôle pour l'évaluation des risques sont fréquemment utilisés. Mais, tant dans ce domaine que dans d'autres, des difficultés sont observées pour rendre effectives ces mesures dans des domaines éloignés de la couverture des systèmes de protection sociale ou de la réglementation du travail: l'économie informelle, les travailleurs indépendants, les migrants ... Le risque qu'avec la pandémie, l'écart d'inégalité augmente encore plus par rapport à ces groupes, cela apparaît clairement.

Et ils mettent également en évidence les problèmes liés aux équipements de protection, dus à des problèmes d'approvisionnement, souvent liés à des goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela semble un exemple clair de la façon dont un problème qui survient à l'échelle mondiale doit avoir une sorte de réponse mondiale. D'autre part, on observe comment la crise a accéléré le développement de formules comme le télétravail, qui semble se consolider dans le futur. Et ici apparaît également le risque de fracture numérique, qui peut accroître les inégalités pour ceux qui ne peuvent accéder à cette forme de travail.

\*Impact économique et emploi. Dans ce domaine, on distingue les actions à court terme, lorsque les mesures de confinement sont plus intenses et générales, et avec cela l'économie se sépare plus ou moins, et les mesures de redressement en phase récessive dérivent de cette paralysie. À court terme, il y a un usage assez large de favoriser les suspensions de contrat, pour éviter les licenciements, les extensions de la couverture des systèmes de protection sociale ou les facilités d'accès au crédit. Dans une perspective

temporelle plus large, des politiques économiques de stimulation de la demande sont conçues, qui incluent la mobilisation de fonds publics, bien que, logiquement, leur valorisation soit fortement conditionnée par la situation budgétaire des différents États, souvent dans la conception de ces nouveaux. Les politiques cherchent à les relier à d'autres politiques déjà en place avant cette crise, comme celles de la numérisation ou de la transition énergétique.

Plus généralement, on peut dire que la crise de Covid 19 menace le progrès économique et social, ce qui est à la base de l'ODD, et selon que les politiques prennent ce risque en compte de l'orientation politique, ce risque sera réduit.

- ❖ Concernant le rôle du dialogue social et de ses institutions, il semble que celui-ci n'ait pas été très intense dans les premières phases de la pandémie. Cela peut avoir été influencé à la fois par l'urgence de l'adoption des mesures et par le rôle que le dialogue social avait auparavant représenté. Plus tard, et en particulier dans les pays ayant des traditions plus solides de dialogue social, celui-ci peut avoir joué un rôle plus pertinent, par exemple dans les processus d'élaboration de politiques de redressement, ou dans le développement de mesures de prévention des risques professionnels, en particulier la négociation collective le niveau sectoriel ou sectoriel de l'entreprise.

Concernant le cas particulier du CES / SI, ils ont adapté leurs procédures de travail pour continuer à développer leurs activités (télétravail, réunions virtuelles...). Dans la première phase, de la même manière qui a été commentée à propos du dialogue social, leur activité consultative n'a pas été très intense. Par la suite, divers exemples d'actions de leur propre initiative (rapports, déclarations) et également de participation au processus de rédaction des normes sont observés. Une plus grande présence des institutions de dialogue social dans la conception et la mise en œuvre des actions facilitera un meilleur équilibre entre le efficacité et cohésion sociale.

Et il faut également noter diverses pratiques de coopération entre conseils au niveau régional, échangeant leurs expériences sur les effets de la pandémie, les mesures adoptées et le rôle des institutions de dialogue social.